

# L'état du monde en octobre 2014

Posté le : 23 octobre 2014 11:31 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
 Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Crise mondiale, Crise financière, Analyse sectorielle, Histoire économique récente, Economie et politique, Fiscalité

Toutes les prévisions gouvernementales suivent, à peu près, le même cheminement : aujourd'hui, cela va mal, mais la reprise arrive l'année prochaine et dans deux ans ce sera magnifique. La reprise est toujours "au coin de la rue". Rien n'aurait donc changé depuis Hoover ? Lorsqu'on relit les analyses d'octobre 2013, on constate que l'année 2014 était annoncée comme un excellent cru économique et que l'année 2015 serait encore meilleure. Nous étions sceptiques.

Cet optimisme de circonstance s'est fracassé, comme d'habitude, sur des réalités plus puissantes que les vagues espoirs, plus ou moins honnêtes, de dirigeants déboussolés.

La difficulté de l'économie mondiale tient au fait qu'une masse de dettes délirante s'est accumulée en quarante ans, à un niveau tel que la production ne peut pas en assurer le remboursement et permet à peine le paiement des intérêts. Nous en sommes toujours, pour les pays de l'OCDE, à un taux de dettes globales situé quelque part entre 380 et 420% du PIB. Par rapport à la valeur ajoutée des entreprises de plus de une personne du secteur marchand non financier, le taux doit être plus proche de 800% que de 700%. Ce qui veut dire que les banques sont toujours virtuellement en faillite et que les détenteurs "d'actifs" sont dans l'angoisse permanente d'en perdre une partie plus ou moins conséquente.

Le mouvement naturel du commerce est entravé par cette situation d'enflure qui provoque des comportements de défense aussi bien des Etats que des banques, des entreprises et des particuliers. Qui dit défense dit contraction et repli. Les Etats ruinent leurs citoyens par l'impôt et/ou leurs entreprises par la contraction de la demande et des moyens d'investissement. Les entreprises restent infiniment prudentes, faute de marchés. Les énormes liquidités déversées sur les banques ne servent qu'à chercher les reliquats de plus-values ou les mini-bulles spéculatives que ce ruissellement peut engendrer.

L'examen du "Baltic dry index" montre un électroencéphalogramme commercial absolument plat, alors que les bourses ont grimpé un petit peu, en même temps que certains secteurs immobiliers comme en Irlande, à Berlin ou à Londres. Nous sommes toujours dans le type d'économie que nous avons qualifié de "baudruche", avec un ballon gonflé à l'hélium des banques centrales mais qui fuit de partout. Cette situation où tout le monde a le pied sur le frein pendant que les banques centrales appuient sur l'accélérateur est propice à tous les dérapages, surtout quand elles lâchent l'accélérateur.

La volonté de la Chine de ne pas perdre trop sur son stock de dollars a animé, un temps, les marchés internationaux avec des achats de produits agricoles et de matières premières. La remontée du cours du dollar du fait de l'action de la BCE qui a fait fondre un peu l'Euro, a réduit cette pulsion. Alors tous les cours baissent. Déjà la menace d'une diminution du Quantitative Easing de la FED avait dérégulé le marché des changes. Si le dollar remonte, les flux spéculatifs se réorientent. C'est la beauté des changes flottants avec refus de maîtrise des excédents et des déficits massifs de balances de paiements et liberté absolue des mouvements de capitaux. Les décisions ne sont plus corrélées aux productions et consommations mais à des spéculations massives sur des interprétations comportementales.

Le problème est que les Etats-Unis ne joueront pas le rôle qu'ils ont tenu à la fin des années 1990.

Le retournement du change du dollar avait provoqué l'accélération de la spéculation sur les bourses américaines, confortée par la bulle sur le compartiment NTIC du Nasdaq, et une spéculation sur le dollar lui-même, en même temps qu'une énorme création monétaire des banques d'affaires et commerciales, basée sur le recyclage des excédents Chinois et Allemands, avait provoqué une flambée conjoncturelle très intense. Rien de tout cela n'est plus possible aujourd'hui. Les banques ont besoin de dégonfler leurs bilans et la consommation est asséchée par les impôts, notamment en France et plus généralement en Europe.

La chute des cours du pétrole prend acte du fait que la spéculation sur les cours n'a plus aucun rapport avec la consommation effective. Toutes les autres matières premières suivent le même chemin, sauf l'or qui frémit devant de nouveaux risques d'explosion de la zone Euro.

Alors, oui, nous sommes encore dans la phase "haute" du cycle, mais la hauteur en question est réduite par l'obligation générale de réduire les déficits publics et les en-cours bancaires. Le seul aspect positif est que la récession décennale devrait être modeste, la correction des excès de crédits se réduisant à la digestion d'erreurs spéculatives de petite amplitude. Sauf, naturellement si la baudruche perce massivement du fait de politiques trop gravement inconséquentes ou d'évènements extérieurs gravissimes.

L'Afrique dont la croissance a été plutôt bonne du fait de l'arrivée massive de capitaux internationaux à bas prix et par les achats multiples de la Chine, commence à tousser. L'Europe est toujours plus ou moins stagnante. Et les Etats-Unis, faute de marchés extérieurs, voient la reprise économique, réelle, s'étouffer lentement.

Cette situation inquiète les grands maîtres de la spéculation internationale. Ils ont fini par conclure que les positions allemandes bloquaient tout le système et empêchaient de faire des affaires. Depuis juin 2014 les rumeurs signalent qu'ils vont provoquer une correction assez forte des marchés d'action, qui n'avaient pourtant grimpé en moyenne que d'une dizaine de pour cent en deux ans. Le but n'est pas très compliqué à comprendre : provoquer la crainte d'une récession en l'Allemagne, où le système bancaire est très abimé, puis d'un nouveau Krach. Il fallait, pour que l'opération réussisse, que les indices cautionnent l'opération. On a attendu octobre pour la déclencher car tous les chiffres d'activités sont dans le rouge ou l'orange foncé et des aléas pèsent sur la fin de l'aide à la Grèce, et celle du Quantitative Easing de la FED. Les petites guerres en Europe, en Afrique et en Orient ajoutent au climat. La baisse soudaine des bourses, amplifiée par les programmes informatisés, joue le rôle d'un avertissement. Tout est trop artificiel, trop lié aux banques centrales. Mais il faut que ces dernières ne renoncent pas à la création monétaire et que l'Allemagne cesse ses blocages.

Sans tomber dans le "complotisme", l'avenir nous révélera sans doute, comme d'habitude, que quelques dizaines de financiers se sont réunis dans un endroit sympa et discret en cette saison, comme Colorado Springs, pour réfléchir à l'avenir.

Ceux qui sont accrochés à la baudruche ne veulent pas d'un dégonflement cataclysmique. Ils pensent désormais qu'il faut que l'économie réelle reparte. Sans croissance, il est impossible de sortir de la situation. Ce en quoi ils n'ont pas tort.

L'expérience montre que le seul moyen d'obtenir une relance concertée qui ne sombre pas immédiatement dans les crises monétaires et financières est de recréer un système de changes fixes et défendus par des Etats conscients de leur responsabilité dans ce domaine. L'expérience des années 1944 à 71 montre qu'on peut, en même temps, faire baisser l'en cours de dettes global et créer une forte croissance.

Si on était dans un système de changes ajustables, le Yuan aurait été fortement réévalué, le Dollar dévalué, le DM fortement réévalué et le Franc fortement dévalué, mais de façon concertée, avec un fort accent mis sur la production et la productivité. Une fois le nouvel équilibre institué, les

entrepreneurs et les financiers auraient eu un horizon stable pour rechercher non pas une spéculation artificielle sur une bulle monétaire ou immobilière quelconque mais des possibilités de flux de recettes liées à l'activité croissante.

L'action des banques centrales, associée à des traités intercontinentaux ne suffit pas, si on conserve un système de changes flottants avec irresponsabilité des Etats sur leurs excédents et déficits. "Nous sommes au bout des politiques monétaires", disent les banquiers centraux.

C'est le grand paradoxe de la situation actuelle. Les grands spéculateurs viennent de le faire savoir, avec leurs moyens : cela ne marche pas ; changez ! Mais pour que cela marche, il faut leur ôter un champ immense de la spéculation : les taux de changes et les taux d'intérêt. Et, de toutes façons, il faudra que l'endettement global redescende en dessous de 250%. Venant de 400 %, ce n'est pas simple et la crainte de la déflation ne sera jamais vaine dans les années à venir, comme depuis... 2007.

Face à cette évolution, l'Europe Unie est, comme toujours, ailleurs. Le gouvernement de nains qu'on appelle la Commission, conglomérat de représentants de pays minuscules, dirigée par un Luxembourgeois dont le pays vit de l'évasion fiscale, et sans programme connu, finit de jouer sa parodie de spectacle politique, dans son théâtre de démocratie factice. Elle négocie en secret un accord transatlantique dont les peuples et même les gouvernements n'ont pas le droit de connaître les tenants et surtout les aboutissants.

La France de Hollande est la France de Hollande. Un immense cratère de démagogie dans laquelle la fortune historique de la France s'engloutit peu à peu. Ce minuscule président brise les tabous qui ne coûtent pas cher et permettent de durer, un peu, sur fond de ruine générale. Sa seule boussole est de tenir pour avoir une sortie un minimum honorable. Pour cela il ne faut pas que dans la rue se "coagulent les mécontentements" et que le flot d'emprunts coûte plus cher. C'est que la France doit emprunter chaque année 30% de la valeur ajoutée des entreprises non financières de plus de une personne, alors qu'on prélève chaque année, en impôts, la valeur de cette production ! Alors on aggrave encore les impôts mais sur ceux qui ne peuvent pas tenir la rue. Les familles, les "riches". On brûle la chandelle par les deux bouts. Ceux qui paient l'essentiel de l'impôt n'auront plus les mêmes droits que ceux qui en paient peu ou pas. Pour eux les services et prestations publiques seront "modulés", traduire : réduits ou supprimés ou rendus plus chers qu'aux autres, en fonction du revenu brut. Mais pas du net ! Tous ceux qui connaissent la déclaration de revenu et d'ISF de la classe moyenne supérieure savent qu'elle doit puiser dans ses réserves pour payer l'impôt. Le net est souvent négatif. Cela ne les empêchera pas de payer plus cher pour les services de la Ville de Paris, dit Mme Hidalgo, maire très satisfaite d'elle-même et d'une gestion si dispendieuse que personne ne sait plus comment la financer. Boucler des budgets extravagants exige toujours plus de prélèvements. Il y a tant de mines prêtes à exploser que la situation n'est pas près de s'inverser (voir par exemple les incroyables dérives du grand auditorium de la Villette, impossible à rentabiliser et même à simplement occuper sauf à cannibaliser de façon mafieuse les autres enceintes, comme la Salle Pleyel).

Entre panique et calcul politicien, la "France se suicide". Effectivement. C'est pour cela que les débats sur la consistance de ce qui faisait la force des Français et de la France est si vif. La ruse et la palinodie ont remplacé l'effort national concerté et partagé équitablement. Il suffirait d'une hausse à 4 ou 5% des taux d'intérêt pour qu'elle tombe dans le gouffre grec, et l'Europe à sa suite, provoquant un ressentiment mondial contre l'ineptie française, là où il y avait, naguère, envie et admiration.

Il ne manquerait plus que la Corse, le pays basque, la Bretagne, la Savoie, l'Alsace Lorraine, la Bourgogne, nos "possessions" extérieures, et le Comtat Venaissin, naturellement, fassent sécession pour que nous ne soyons plus rien du tout.

Ce qui donne le ton de cet automne climatiquement doux, économiquement cruel et politiquement

désastreux, c'est que les trois réformes indispensables, le retour à un système de monnaie fixes et de balances extérieures coordonnées, la construction d'un système européen respectueux des peuples et dont les ajustements économiques relatifs ne se font pas par la récession provoquée, la reconstruction d'une France dynamique et élitiste soulagée d'une fiscalité aberrante, ne connaissent strictement aucun progrès ni sur le plan théorique ni sur le plan pratique.

Qui peut s'étonner que sept ans après le démarrage de la phase chaude de la crise, avec le blocage en été 2007 du marché monétaire interbancaire global, le monde, l'Europe et la France en soient toujours, respectivement, à la stagnation, au blocage et à la nécrose ?

Didier Dufau pour les Cercle des Economistes E-toile.